

OPÉRATION D'ENVERGURE NATIONALE **POUR L'HYGIÈNE DU MILIEU** **«Favoriser l'approche participative de la société civile à Tiaret»**

Figurant de façon continue au sommet des préoccupations à l'échelle locale du fait de son importance capitale sur la préservation de l'environnement, le dossier de l'hygiène publique suscite a priori un immense intérêt auprès des pouvoirs publics centraux lesquels comptent enclencher une opération d'envergure nationale basée principalement sur une démarche participative.

Selon une instruction émanant fraîchement du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, il est demandé aux wilayas de prendre toutes les mesures pour élaborer une stratégie intersectorielle fondée sur des actions pérennes et efficaces dédiées intrinsèquement à l'amélioration du cadre de vie.

Ces dispositions doivent tenir compte, selon la même instruction, de la mobilisation de tous

les moyens humains et matériels avec l'implication massive de différents intervenants : élus, jeunes, société civile, associations, comités de quartiers, commerçants, entreprises ainsi que de simples citoyens.

De par leur impact certain et le rôle prépondérant qu'elles peuvent assumer dans la sensibilisation de l'opinion, les institutions publiques plus particulièrement les écoles, les mosquées et les établissements socioculturels ne sont pas épargnés au titre de cette vision qui requiert manifestement la mobilisation de tous. Aussi, pour une meilleure mise en œuvre de cette campagne, chaque wilaya est tenue d'arrêter un plan d'action performant basé sur l'obligation de résultats et ponctué d'un suivi régulier par les comités désignés à cet effet. Pour ce qui est de la marche à suivre au préalable, l'on saura qu'il sera procédé en

premier lieu à l'établissement d'un état détaillé des moyens humains et matériels mobilisables et qu'il conviendra de recourir aux entrepreneurs et autres opérateurs économiques engagés dans l'exécution des programmes d'investissement public.

Le recensement des points noirs connus pour la prolifération des déchets, l'installation de panneaux d'affichage interdisant le dépôt des immondices et autres détritus sur des sites non autorisés et sur la voie publique, l'élaboration de plans d'actions par zone d'intervention, la sensibilisation des populations quant au respect des horaires de dépôt des déchets ou encore la verbalisation des contrevenants aux comportements négatifs et incivils sont les autres dispositions figurant au titre de ce dispositif.

Aussi, pour s'immuniser contre toute éventualité en cette saison estivale connue pour ses maladies liées à l'insalubrité, le ministère de l'Intérieur a préconisé une batterie de recommandations portant pour l'essentiel sur l'entretien des cimetières et des oueds, la vidange des poubelles

publiques de façon régulière, le contrôle au niveau des postes frontaliers des produits alimentaires importés, la réparation instantanée des fuites dans les réseaux AEP, la lutte contre l'abattage clandestin, le curage et la désobstruction des avaloirs, l'interdiction de l'utilisation des eaux usées pour l'irrigation...

Toutefois, il y a lieu de souligner que la wilaya de Tiaret, du moins pour ce qui est du chef-lieu, a déjà anticipé en mettant sur pied de nombreuses campagnes de nettoyage et de reboisement à travers certains quartiers et cimetières de la ville.

L'impact en termes de résultats, même s'il était relativement perceptible aurait été plus palpable si la participation du citoyen était massive.

Enfin, dans un souci de s'inscrire dans cette dynamique d'aspirer à un environnement sain et en prévision des campagnes envisagées dans les tout prochains jours à travers tout le territoire de la wilaya, les pouvoirs publics locaux misent gros sur l'adhésion massive de la population....

Mourad Benameur

TROIS GROUPES POUR LA RECONFIGURATION DU SECTEUR DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS

Pour une meilleure gestion

DANS LE CADRE DE LA RECONFIGURATION DU SECTEUR PUBLIC MARCHAND, le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talai, a procédé, hier, à l'installation officielle de trois groupes qui viendront remplacer la société de gestion des participations SGPT Sintra qui englobe dans son portefeuille 53 entreprises.

Il s'agit du groupe travaux dénommé Gitra, du groupe Gitrama pour le secteur travaux maritimes et du groupe Geica pour l'engineering et le contrôle. Les deux premiers groupes comportent chacun 21 filiales, alors que le dernier aura à gérer 9 filiales. En présence du ministre des Ressources en eau et de l'environnement et du secrétaire général de l'UGTA, Talai a souligné que cette nouvelle démarche vise essentiellement l'insertion des entreprises publiques dans la sphère du développement. « Cette démarche a été rendue nécessaire en raison de l'état de dislocation dans lequel se trouvent les SGP qui ont montré leurs limites et de la nécessité de rompre avec l'ancien mode d'organisation », a-t-il dit, ajoutant



Photo : Larbi L.

tant que ces groupes sont appelés à créer des synergies pour une meilleure organisation et surtout, pour plus d'efficacité. De ce fait, les entreprises publiques bénéficieront de multiples avantages dont le renforcement des capacités financières, la facilitation de l'accès à la commande publique et un meilleur développement des capacités de réalisation et leur renouvellement, a-t-il affirmé. Selon lui, ce

nouveau mode de gestion est « moderne, opérationnel et autonome » précisant « qu'il appartient aux équipes managériales de définir leur organisation, d'élaborer leur plans d'action et d'arrêter leur stratégie de développement ». Concernant l'impact social de cette démarche, Talai insiste sur « la préservation des acquis sociaux et professionnels ». Dans un point de presse, ce dernier a souligné que la création de

ces groupes permettra une meilleure gestion des entreprises, soulignant que la SGP avait à sa charge plus de 40.000 travailleurs que regroupe le secteur. Mais aussi une meilleure maîtrise et facilitation des négociations avec les entreprises, notamment étrangères.

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a indiqué que cette reconfiguration constitue « une manière de réhabiliter l'outil national et de valoriser les compétences ». Il va sans dire que l'aspect environnemental doit être un « point focal » dans toute action de développement.

Pour le SG de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, ce nouveau mode de gestion vise à « propulser les entreprises et booster ce secteur névralgique ». Le président du groupe Gitrama, Boualem Akrouf, a fait savoir que ce nouveau schéma renforcera les moyens de réalisation et permettra au groupe de participer pleinement dans la gestion des travaux. « Nous participerons ainsi dans plusieurs projets dont celui du port de Cherchell ».

Pour le président de Gitra, Bayasli Rachid, l'objectif est d'apporter plus de performance économique en termes de réalisation et de développement du partenariat. A noter que le groupe Geica est présidé par Ahmed Souilem.

■ Wassila Ould Hamouda

Thank you for t

ILS LUI RAPPELLENT SES ENGAGEMENTS PRIS LORS DE LA RÉUNION TENUE AU SIÈGE DE LA WILAYA

Les citoyens de Tifilkout interpellent le wali

Le conflit autour de sources d'eau dans la région d'Illilten n'arrive toujours pas à trouver son épilogue.

Malgré les engagements de l'administration à revenir à une répartition décidée par la même autorité en 1994, des tergiversations dans l'application de cette mesure continuent et provoquent de nouveau la colère citoyenne. En effet, dans une lettre ouverte adressée au wali de Tizi Ouzou, les citoyens du village Tifilkout interpellent ce dernier, Brahim Merad, et lui rappellent ses engagements pris lors de la réunion tenue, récemment, au siège de la wilaya, et à laquelle ont pris part toutes les parties en conflit. "Les engagements pris par votre autorité n'ont pas vu le jour", ont-ils fait savoir, précisant que leur village est toujours sans eau depuis 21 jours. La lettre rappelle aussi la genèse du conflit qui remonte aux années 1970 et souligne la nécessité de trouver une issue à cette problématique qui empoisonne la vie des citoyens de toute la région. "Nous avons choisi la voie de la sagesse et de la sérénité comme seule et unique réponse à tous les dépassements et pressions exercées sur nos citoyens", écrivent-ils, ajoutant



Le village est sans eau depuis 21 jours.

tant que cela n'est en rien "un signe de faiblesse ou d'inconscience", mais "un acte de civisme et de grandeur". "Vous n'êtes pas sans savoir que tous les PV et engagements signés par toutes les parties sont remis en cause par nos voisins", indique la lettre

qui précise que, pour cette fois-ci, "une partie des autorités s'est montrée du moins consentante" en restant inerte "devant des dépassements, des saccages et des délits" dont "les auteurs ne sont ni poursuivis ni inquiétés". "Pourquoi cette impunité ?",

s'interrogent les citoyens de Tifilkout avant de s'en prendre au P/APC, coupable, selon eux, "de parti pris flagrant dans le conflit". "L'édile communal refuse toujours d'appliquer les décisions prises lors de la réunion à laquelle il a pourtant pris part", in-

dique, par ailleurs, la lettre. La même missive rappelle que le maire de la commune s'est illustré par sa plainte déposée contre des représentants du village Tifilkout. "Leur seul tort est d'avoir exigé le respect des engagements pris par toutes les parties", écrivent encore les citoyens de Tifilkout. Dans un rappel des derniers événements, les rédacteurs de la lettre ouverte ont dénoncé la répression qui s'était abattue sur les citoyens lors du rassemblement qui a été violemment réprimé par la police dimanche devant le siège de la daïra d'Iferhounène. "Notre rassemblement était pacifique et ne visait nullement l'occupation des institutions de l'État", mais "une manière pour nous de dénoncer, d'abord, le comportement du maire, ensuite, celui du directeur de l'hydraulique de la wilaya".

Contacté, un des citoyens du village affirme que le directeur de l'hydraulique s'est, lui aussi, illustré par un parti pris au profit de deux villages dans le conflit au détriment de deux autres. "C'est son appartenance politique qui lui dicte ses positions, même en tant que commis de l'État", a dénoncé ce citoyen.

SAMIR LESLOUS

Thank you!

سوق أهراس نقص مياه الشرب يؤرق سكان بئر بوحوش

تواصل معاناة سكان بلدية بئر بوحوش بولاية سوق أهراس مع ندرة نقص مياه الشرب، على الرغم من أن قنوات سد عين الدالية التي تمون بلدية عين البيضاء بولاية أم البواقي المجاورة تمر غير بعيد عن الخزان الرئيسي لهذه البلدية سوى بـ650 متر، حسبما أوضحه رئيس المجلس الشعبي لذات البلدية. وأشار ذات المنتخب إلى أن مصالح البلدية تلقت مؤخرا وعودا من طرف سلطات الولاية لضمان تزويد سكان بلدية بئر بوحوش انطلاقا من سد عين الدالية بعد تحويل استفادة عين البيضاء انطلاقا من سد بني هارون بميلة أو بعد استكمال إنجاز سد وادي الجدر بولاية سوق أهراس. وأضاف المصدر بأن بلدية بئر بوحوش تعاني كذلك من إشكالية تسيير شبكة المياه الصالحة للشرب عبر المنشآت جراء انعدام مناصب عمل، حيث يتم تسييرها من طرف عمال الشبكة الاجتماعية وفي بعض الأحيان من طرف مواطنين متطوعين من سكان ذات المنشآت، فيما يبقى أكبر مشكل يكمن في الأعطاب الميكانيكية للمضخات جراء نوعية المياه.

■ طارق. ق